



Direction
de l'infrastructure,
de l'eau et de
l'environnement

Division
restauration
et développement
du réseau



Béthune, le **- 9 MAI 2017**

Le Directeur général de VNF

à

Mme et MM. les Directeurs territoriaux

Objet : Instruction relative à l'élaboration, la démarche qualité et l'approbation des opérations d'investissement
Référence : **DS500-1700741**
Affaire suivie par NOYELLE David ☎ 03.59.41.31.53 ✉ david.noyelle@vnf.fr
PJ : circulaire d'application

Date d'application de l'instruction : immédiate

Annule et remplace l'instruction et la circulaire du 23 novembre 2012.

Suite au bilan d'application de la circulaire qualité (version 5), présenté en réunion du 20 septembre 2016, les membres du Comité technique de VNF (Cotec) ont validé les propositions d'évolution présentées le 08 mars 2016. C'est l'objet de cette instruction.

Les principales évolutions concernent :

- les modalités d'approbation ministérielle des projets ou de la modification des seuils financiers dans le cadre des avis émis par le Commissariat Général à l'Investissement (CGI) ;
- les modalités d'application spécifique pour les Plans de Gestion Pluriannuels des Opérations de Dragage (PGPOD) ;
- la création du Comité Technique de VNF ;
- les modalités d'application résultant du retour d'expérience de l'instruction des dossiers.

Voies navigables de France est opérateur d'une infrastructure de transport qui est également un écosystème.

Cette infrastructure est **structurante pour l'aménagement du territoire**, comme vecteur des flux de transport entre centres économiques, comme point d'appui du développement d'activités industrielles en bord à voie d'eau, comme élément essentiel à la gestion hydraulique, comme support d'activités touristiques et de loisirs.

Elle contribue directement au **développement durable**, en soutenant l'essor d'un mode de transport économe en gaz à effet de serre, qui répond aux problématiques de congestion des grands centres urbains en amenant les marchandises jusqu'à leur cœur.

Elle est **essentielle à la biodiversité**, en permettant les continuités écologiques et le maintien de zones humides, utiles à la préservation des espèces floristiques et faunistiques remarquables. Elle constitue un patrimoine industriel, historique et architectural qui façonne le paysage.

En tant que maître d'ouvrage des interventions entreprises sur cette infrastructure, VNF remplit une **fonction d'intérêt général** dont il ne peut se démettre.

175 rue Ludovic Boulleux - CS 30820 - 62408 Béthune Cédex
T. +33 (0)3 21 63 24 24 F. +33 (0)3 21 63 24 42 www.vnf.fr

Établissement public de l'État à caractère administratif,
article L. 4311-1 du code des transports TVA intracommunautaire FR 89 130 017 791
SIRET 130 017 791 00018, Compte bancaire : Agent comptable de VNF, ouvert à la DDFIP Pas-de-Calais
n° 10071 62000 00001010584 77, IBAN FR76 1007 1620 0000 0010 1058477, BIC n°TRPUFRP1

Cela implique également que VNF doit, en favorisant la concertation, prendre en compte dans chaque opération les besoins actuels et futurs des bénéficiaires potentiels (exploitants, mainteneurs, usagers, riverains, ..), tout en tenant compte des réalités physiques, techniques, environnementales et économiques qui s'imposent.

Après avoir défini l'enveloppe et le financement de chaque opération, VNF a la responsabilité d'organiser les phases de conception, de réalisation et d'évaluation en veillant à la définition claire et au respect strict des rôles et responsabilités de chaque acteur, au sein de la maîtrise d'ouvrage et dans ses relations avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

Pour garantir la maîtrise des coûts, le respect des délais et la qualité globale (technique, environnementale, architecturale, ...) de l'opération, l'établissement s'appuie sur un dispositif qualité concernant l'élaboration, la démarche qualité et l'approbation des opérations d'investissement sur le réseau des voies navigables confié à VNF.

Je vous demande de poursuivre la mise en œuvre systématique de ce dispositif pour l'ensemble des opérations d'investissement dont vous assurez la conduite.

Le champ d'application et les conditions de mise en œuvre de cette démarche de qualité globale sont précisés dans la circulaire jointe, qui annule et remplace la circulaire du 23/11/2012, relative au même objet et qui précise les processus d'élaboration, de validation et d'approbation des projets.

Vous veillerez notamment à prendre en compte, dans vos opérations :

- les impératifs de sécurité des personnes et des biens, tant au niveau de la réalisation de l'ouvrage que de son fonctionnement futur ;
- Les impératifs liés à la maintenance et l'exploitation ;
- l'adéquation entre le dispositif technique retenu, les moyens financiers mobilisables et les besoins prospectifs des différents bénéficiaires ;
- l'intégration de l'environnement, du paysage et de l'architecture dès la phase de programmation.

A cet effet, vous chercherez à :


- renforcer la **concertation interne** (avec les services en charge de la maintenance et de l'exploitation) et **externe** (avec les différents acteurs concernés par le projet: usagers, collectivités locales, associations, grand public ...) ;
- maîtriser des **coûts d'objectif travaux** et des **coûts d'objectif d'opération** (intégrant travaux, études, frais de maîtrise d'ouvrage et de suivi des mesures de réduction/compensation des impacts) en particulier à partir de l'approbation de l'avant-projet ;
- fiabiliser la tenue des **délais**, au travers de **plannings** intégrant l'ensemble des procédures et des risques identifiables ;
- réaliser et formaliser une **analyse de risque** de l'opération, dès l'élaboration du programme ;
- partager les **retours d'expérience** grâce aux bilans d'opération, qui sont à élaborer dès le programme.

Pour mesurer l'atteinte des objectifs de qualité globale poursuivis par cette instruction, un dispositif de revue des projets les plus importants est mis en place, au sein du COTEC, où sera également partagée et vérifiée la programmation globale de l'investissement et sa cohérence en termes de priorisation.


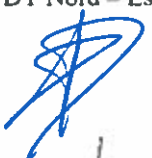


Cette instruction sera diffusée au siège par la DIEE et dans les Directions territoriales par les Directeurs territoriaux.

Toute difficulté dans sa mise en œuvre devra être signalée à la DIEE.

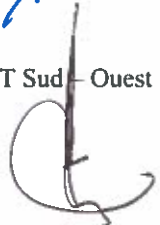


Le Directeur général



DT Bassin de la Seine DT Centre-Bourgogne DT Nord – Est DT Nord – Pas de Calais



DT Rhône – Saône DT Strasbourg DT Sud – Ouest



Mots clés : démarche qualité, approbation des opérations d'investissement

Thématique : Restauration et développement du réseau

Cette instruction est consultable sur le site : DG/Instruction

**Circulaire relative à
l'élaboration, à la démarche qualité et à l'approbation
des opérations d'investissement
sur le réseau des voies navigables confié à VNF**



SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	1
PREAMBULE.....	2
1. LA NOTION D'OPERATION.....	3
2. LES FACTEURS-CLEFS DE LA QUALITE D'UNE OPERATION.....	4
2.1- Mise en œuvre d'une démarche de qualité globale.....	4
2.2- Concertation avec les acteurs et partenaires	5
2.3- Justification des opérations	5
2.4 Coûts d'opération.....	5
2.5- Planification des opérations.....	7
2.6 Sécurité	7
2.7 Maintenance et exploitation	7
2.8 Enjeux environnementaux et économies d'énergie	8
2.9 Contrôle technique des opérations	8
3. LES DIFFERENTES PHASES DES OPERATIONS ET LES ELEMENTS A FOURNIR AU MAITRE D'OUVRAGE	10
3.1 : Dossier de Prise en Considération (DPC).....	10
3.2 : Programme de l'opération (PG).....	11
3.3 : Etudes préliminaires (EP) ou de Diagnostic (DIA).....	11
3.4 : Avant-projet (AVP)	11
3.5 : Projet (PRO)	12
3.6 : Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)	12
3.7 : Travaux (EXE, VISA et DET)	12
3.8 : Réception de l'opération (AOR).....	12
3.9 : Bilan d'opération.....	12
4. LA REALISATION, LA VERIFICATION ET L'APPROBATION DES DIFFERENTES PHASES	14
4.1 : Définition des missions entre la Direction Générale et les représentations locales de VNF	14
4.1.1 : Opérations de plus de 5M€ TTC	14
4.1.2 : Opérations entre 1M€ et 5M€ TTC.....	15
4.1.3 : Opérations de moins de 1M€ TTC	15
4.2 : Dispositions dérogatoires.....	15
4.3 : Projets soumis à approbation ministérielle	16
4.4 : Cas particuliers.....	16
4.4.1 : Opérations d'un montant supérieur à 5M€ et faisant l'objet de procédures spécifiques	16
4.4.2 : Cas des opérations susceptibles de concerner la navigation et dont la maîtrise d'ouvrage n'est pas assurée par VNF :	17
HISTORIQUE DES VERSIONS.....	18
ANNEXES	19

PREAMBULE

La présente circulaire a pour objet, dans le cadre de la **politique maîtrise d'ouvrage de VNF**, de décrire les procédures d'élaboration, d'instruction et d'approbation des projets d'investissements sur le réseau confié à Voies navigables de France (VNF). Elle remplace l'instruction du 23/11/2012 relative au même objet, qu'elle modifie et complète.

Les modifications proposées tiennent compte à la fois de l'évolution réglementaire d'instruction des dossiers et de la pratique de la dite circulaire, à savoir :

- les modalités d'approbation ministérielle des projets ou de la modification des seuils financiers dans le cadre des avis émis par le Commissariat Général à l'Investissement (CGI) ;
- les modalités d'application spécifique pour les Plans de Gestion Pluriannuels des Opérations de Dragage (PGPOD) ;
- la création du Comité Technique de VnF ;
- les modalités d'application résultant du retour d'expérience de l'instruction des dossiers.

Elle s'applique à **l'ensemble des opérations d'investissement**, quelle que soit la nature et la justification des travaux (remise en état, modernisation, développement, maintenance lourde, ...), à l'exception des projets de création de liaisons nouvelles ou de projets mis en œuvre au travers de procédures particulières telles que les contrats de partenariat qui seront instruits spécifiquement. Par ailleurs, des opérations d'entretien avec des enjeux importants, notamment en termes environnementaux et/ou financiers peuvent rentrer dans le champ d'application de la circulaire. En particulier, les Plans de Gestion Pluriannuels des Opérations de Dragage, destinés à être déposés auprès des services instructeurs, sont soumis à la validation préalable de la Direction Générale à compter de la date d'application de la présente circulaire.

La circulaire vise des opérations sous maîtrise d'ouvrage de Voies navigables de France, mais s'applique également aux opérations susceptibles de concerner la voie d'eau et dont la maîtrise d'ouvrage n'est pas assurée par VNF.

Elle formalise les différentes **phases d'un projet**, définit les **responsabilités** et les rôles au sein de l'établissement dans le processus opérationnel et l'approbation des dossiers correspondants. Par simplification, on entend par « représentation locale » les directions territoriales de VNF.

Enfin, le manuel de Maîtrise d'Ouvrage VNF, dont la version actuelle de février 2013 doit être mise à jour, précise et complète la circulaire qualifiée notamment sur les différentes procédures réglementaires et les plannings correspondants.

1. LA NOTION D'OPERATION

La définition du **périmètre d'une opération** est un acte essentiel de la maîtrise d'ouvrage, tant du point de vue de la prise en compte des besoins que du respect des règles de la commande publique.

La définition de l'opération est celle de l'article 21-I-1° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, qui stipule qu'« *Il y a opération de travaux lorsque l'acheteur prend la décision de mettre en œuvre, dans une période de temps et un périmètre limité, un ensemble de travaux caractérisé par son unité fonctionnelle, technique ou économique.* »

Un **marché public de travaux**, au sens de l'article 5 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, est un marché conclu avec un/des entrepreneur(s) qui a pour objet :

« 1° *Soit l'exécution, soit la conception et l'exécution de travaux dont la liste est publiée au Journal officiel de la République française ;*

2° *Soit la réalisation, soit la conception et la réalisation, par quelque moyen que ce soit, d'un ouvrage répondant aux exigences fixées par l'acheteur qui exerce une influence déterminante sur sa nature ou sa conception »*

Le Guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics précise que « *La notion d'opération de travaux revêt une importance particulière pour le calcul des seuils. [...] L'opération de travaux ne peut être scindée en fonction de l'objet des travaux, des procédés techniques utilisés ou de leur financement, lorsqu'ils sont exécutés dans une même période de temps et sur une zone géographique donnée. Constitue, ainsi, une seule et même opération, les travaux suivants : des marchés conclus presque simultanément entre les mêmes parties et ayant le même objet, des marchés conclus simultanément pour la réalisation de trottoirs en quatre endroits différents d'une même commune ; des travaux d'étanchéité de peinture effectués par le même syndicat pour la réfection et le fonctionnement de deux châteaux d'eau à des dates rapprochées.* » »¹

La définition d'opération de travaux comporte plusieurs axes :

- l'unité fonctionnelle des travaux prévus (un même objectif, réponse à un même besoin global) et/ou,
- l'unité technique (un même procédé technique de réalisation) et/ou,
- la volonté d'optimisation économique (mutualisation de moyens ou commande groupée de travaux similaires).

Ces trois conditions, alternatives ou cumulatives, doivent être réunies sur un périmètre et une période de temps limités.

Le **périmètre de l'opération** doit donc être compatible avec une **définition des besoins cohérente et globale** selon les axes ci-dessus. L'opération inclut alors toutes les réalisations qui concourent à la satisfaction des besoins.

Nota : il convient de distinguer une opération au sens de la maîtrise d'ouvrage, d'une opération budgétaire ou d'une autorisation d'engagement (AE). En effet, une opération au sens de la maîtrise d'ouvrage pourra comprendre plusieurs opérations budgétaires (en général, une opération budgétaire pour les études et une opération budgétaire pour les travaux), elles-mêmes étant susceptibles de donner lieu à plusieurs autorisations d'engagement successives.

¹ Article 8.1.1 du Guide des bonnes pratiques en matière de marchés publics, Circulaire Edition du 26/09/2014.

2. LES FACTEURS-CLEFS DE LA QUALITE D'UNE OPERATION

Le présent chapitre vise à préciser certaines notions et à mettre en avant, dans le cadre de la politique de maîtrise d'ouvrage de VNF, les points de vigilance particulière dans le déroulement d'une opération.

2.1- Mise en œuvre d'une démarche de qualité globale

Les nécessités du service public, l'image de marque de l'établissement, les attentes sociétales en matière d'environnement et de cadre de vie ainsi que la maîtrise des coûts et des délais nécessitent pour toute opération d'investissement une **démarche de qualité globale**.

Cette démarche permet de **formaliser les processus** d'élaboration et de contrôle des opérations, y compris ceux de la commande publique afin d'**assurer la qualité** de la conception et de l'ouvrage construit notamment par la prise en compte de :

- l'adéquation entre le dispositif technique retenu, les moyens financiers mobilisables et les besoins des différents bénéficiaires ;
- les impératifs liés à la maintenance et à l'exploitation ;
- la prise en compte de l'environnement et du paysage dès la phase de programmation ;
- la qualité technique et architecturale de la conception ;
- les impératifs de sécurité des personnes et des biens, tant au niveau de la réalisation de l'ouvrage que de son fonctionnement futur.

Elle s'appuiera sur des équipes pluridisciplinaires.

La démarche qualité se matérialise principalement par :

- l'écriture du processus opérationnel précisant le rôle de tous les acteurs, bénéficiaires compris (voir 2.2) et fixant les points d'arrêt nécessitant un compte-rendu au maître d'ouvrage et/ou une décision explicite de sa part, ou de la part du maître d'ouvrage délégué ;
- la définition d'un calendrier prévisionnel des études, procédures et travaux (voir 2.5) ;
- la mise en place d'un contrôle technique qui intervient tout au long du projet selon des modalités définies à l'avance et formule un avis lors des étapes de validation du maître d'ouvrage (voir 2.9) ;
- la formalisation de l'implication des équipes en charge de la maintenance et de l'exploitation dans la conception des ouvrages (voir 2.7) ;
- l'élaboration d'un échéancier financier pour chaque opération.

La démarche qualité est actualisée autant que de besoin tout au long de la vie de l'opération.

Chaque dossier présenté à l'approbation du maître d'ouvrage (directeur général ou représentant local), doit ainsi être accompagné d'un **rapport de présentation**, selon le modèle établi en annexe 2. Ce rapport a pour but de fournir des éléments tangibles traduisant la démarche qualité ayant présidé à l'élaboration du dossier présenté.

La concrétisation de la démarche qualité implique qu'une décision clôt chaque phase d'études. Cette décision constitue, en outre, la base de la commande des études à mener durant la phase suivante.

Cela implique qu'une phase ne peut être entamée avant que la phase précédente n'ait été dûment approuvée. En particulier, le recrutement du maître d'œuvre ne peut être lancé que lorsque le programme a été approuvé.

Cette dernière obligation est d'ailleurs imposée par la loi : la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite « Loi MOP », stipule en effet en son article 2.1 que « *Le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle [sont] définis avant tout commencement des avant-projets* »

2.2- Concertation avec les acteurs et partenaires

La responsabilité de la maîtrise d'ouvrage comporte un rôle sociétal qui nécessite une concertation large avec toutes les parties prenantes concernées. Ces dernières sont multiples et peuvent avoir des intérêts divers, parfois divergents, qu'il convient d'identifier et de prendre en compte tout au long d'une opération.

Généralement, les acteurs et partenaires d'un ouvrage sont ainsi les usagers, les collectivités locales, les services instructeurs, les « experts » (ONEMA par exemple), les riverains, le public, les associations, en particulier celles de défense de l'environnement...

Les bénéficiaires de la voie d'eau, et tout particulièrement ses usagers navigants, en ont une pratique quotidienne et sont à même d'apporter un point de vue spécifique qui est atout précieux à exploiter par la maîtrise d'ouvrage VNF pour parfaire et partager la qualité des investissements à réaliser.

C'est pourquoi il est demandé que la concertation, et notamment avec les bénéficiaires, soit **planifiée dans la démarche qualité, en les associant le plus en amont possible, en particulier lors de l'élaboration du programme.** Outre les besoins et contraintes, seront à aborder les calendriers des opérations, les durées de chantier et de chômage et les éventuelles indemnités. Cette concertation sera poursuivie tout au long de l'opération, y compris en phase chantier, avec notamment une information adaptée.

2.3- Justification des opérations

Le choix du meilleur investissement pour VNF et pour les bénéficiaires ne doit pas s'effectuer sur le seul coût des travaux. Il est nécessaire que la maîtrise d'ouvrage complète ses études techniques et environnementales par des **analyses socio-économiques et/ou en coût global**, ainsi que par des analyses multicritères.

Pour les opérations de développement (nouveaux ouvrages ou accroissement de capacité), les études socio-économiques permettent d'évaluer la rentabilité d'une opération, son phasage éventuel, les gains pour les différents acteurs. Les études socio-économiques sont menées pour toute opération de développement de VNF, y compris celles dont le montant est inférieur au seuil de 20M€ HT [seuil au-delà duquel le décret (CGI) n°2013-1211 du 23 décembre 2013, relatif à la procédure d'évaluation des investissements publics, impose à VnF de réaliser une évaluation socio-économique préalable pour déterminer les coûts et bénéfices pour tous les projets d'investissement dont le montant dépasse le seuil indiqué ci-dessus, s'applique] .

Pour les autres opérations, le coût global est à évaluer à partir notamment des coûts d'investissement, des coûts de maintenance et des coûts d'exploitation. Les analyses financières doivent être réalisées en valeur actualisée nette (VAN) sur une durée de 30 ans.

Les **analyses multicritères** sont également des outils pertinents pour aider le Maître d'ouvrage à faire le meilleur choix. Elles sont à adapter en fonction des enjeux. En cas de concertation publique par exemple, les analyses multicritères ont pour but de dégager des tendances afin de favoriser les débats et le choix d'une ou plusieurs orientations. En revanche, lorsque, par exemple, la maîtrise d'ouvrage a à choisir entre différentes solutions techniques à l'issue d'études préliminaires, les analyses multicritères sont davantage objectivées sur la base de critères choisis, pondérés et cotés rigoureusement, accompagnées si possible de tests de sensibilité.

2.4 Coûts d'opération

a) définitions

VNF retient 3 notions de coûts pour ses opérations :

- le coût d'objectif des travaux ;
- le coût d'objectif d'opération ;

- le coût global.

Le **coût d'objectif des travaux** est le montant financier que VNF consacre spécifiquement aux travaux. Le coût d'objectif des travaux est défini lors du programme. Il est arrêté lors de l'approbation de l'AVP par la maîtrise d'ouvrage. Le coût d'objectif travaux est indiqué en hors taxes (HT) et en toutes taxes comprises (TTC). Son mois d'établissement est précisé systématiquement, de même que doit nécessairement être explicitée la provision pour aléas et imprévus

Le **coût d'objectif d'opération** comprend l'ensemble des coûts liés à la réalisation de l'ouvrage (hors coûts internes) :

- coût d'objectif des travaux ;
- coûts de maîtrise d'ouvrage : études préalables, études géotechniques, assistance à maîtrise d'ouvrage, CSPS, contrôle technique,...
- coûts de maîtrise d'œuvre ;
- coûts de suivi des mesures de réduction, compensation des impacts ;

Il est exprimé en HT et en TTC. Son mois d'établissement est précisé systématiquement.

Le **coût global**, utilisé pour la comparaison des différentes options techniques, comporte

- le coût d'objectif des travaux ;
- les coûts de maintenance intégrant le cas échéant les frais de personnel ;
- les coûts d'exploitation, intégrant le cas échéant les frais de personnel ;
- les coûts des opérations de gros entretien et renouvellement programmées dans la période d'analyse ;
- le cas échéant, s'ils sont dans la période d'analyse, des coûts de déconstruction et de remise en état des sites.

Le coût global s'aborde en général au travers des valeurs actualisées nettes (VAN) des projets calculées sur 30 ans d'exploitation après construction.

b) maîtrise des coûts

La **maîtrise des coûts** depuis le programme jusqu'à la réception de l'opération est un objectif de qualité. Le coût d'objectif d'opération est arrêté par le maître d'ouvrage au stade Avant-projet, sur la base notamment du coût d'objectif des travaux, assigné au maître d'œuvre pour la réalisation des travaux.

La **maîtrise des coûts** repose notamment sur :

- la précision du programme, afin d'éviter des dérives de coût du fait d'augmentation du périmètre d'opération ;
- la qualité des études préalables et spécifiques, études géotechniques notamment,
- la bonne prise en compte de tous les enjeux (la découverte ultérieure d'un enjeu, ou la prise en compte insuffisante d'un enjeu au départ, sont toujours pénalisantes) ;
- la qualité des études de maîtrise d'œuvre, avec en particulier une rigueur croissante des estimations quantitatives et des valeurs des prix unitaires et forfaitaires ;
- le pilotage et le contrôle des études de maîtrise d'œuvre par la conduite d'opération ;
- des dossiers de consultation favorisant des réponses claires et sans ambiguïtés des entreprises, y compris dans le cas d'ouverture à variantes ;
- un suivi des travaux adapté aux enjeux de l'opération, notamment lors des phases sensibles (chômages notamment).

À partir de la phase projet (PRO), toute évolution significative du coût d'objectif d'une opération (>5%) fixé à l'avant-projet (AVP) doit faire l'objet d'une justification détaillée dans le rapport de présentation. Une évolution trop importante nécessite la mise à jour de la justification socio-économique de l'opération, elle peut conduire à en remettre en cause la faisabilité ou l'opportunité.

Sur la base de ces justifications et de la fiche d'opération actualisée, les compléments d'autorisations d'engagement nécessaires à l'opération budgétaire de travaux allouée à l'issue de la phase AVP seront éventuellement mis en place.

2.5- Planification des opérations

La maîtrise des délais d'une opération est essentielle à plusieurs points de vue, et notamment :

- pour le respect des objectifs d'amélioration de service annoncés aux bénéficiaires ;
- pour la gestion optimisée des financements et cofinancements ;
- pour la crédibilité de la maîtrise d'ouvrage de VNF.

Pour piloter les délais, il est essentiel que chaque opération fasse l'objet :

- dès son démarrage, d'un planning prévisionnel, basé sur des délais réalistes nécessaires :
 - pour les études ;
 - pour les procédures administratives de projet et liées à la commande publique ;
 - pour les concertations ;
 - pour l'examen des dossiers et la prise de décision par la maîtrise d'ouvrage ;
- d'un suivi et d'un réajustement éventuel à chaque étape du processus, avec analyse et justification des écarts éventuels.

En particulier, les **hypothèses de planification** et les choix d'optimisation devront être tracés, les **risques de dérive de planning** devront être identifiés et mesurés, les **mesures de maîtrise ou de réduction** de ces risques devront être précisées.

Enfin, la planification ne pourra être crédible que si elle considère l'inscription de l'ensemble d'un programme d'opérations dans les plans de charge des équipes de maîtrise d'ouvrage.

2.6 Sécurité

La **sécurité du public et des personnels d'exploitation et de maintenance** est un objectif prioritaire de la maîtrise d'ouvrage de VNF. Celle-ci est largement traitée dans les textes réglementaires et dans les instructions de VNF.

Les questions afférentes à la sécurité des chantiers sont notamment traitées conformément à l'instruction du 16 novembre 2015 relative à la sécurité des chantiers réalisés sur le domaine confié à VNF.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage devra, lors de la conception, assurer une concertation suffisante avec les usagers et les équipes d'exploitation et de maintenance afin d'identifier toutes les sujétions liées à leur sécurité et à leurs conditions de travail. Un avis sur les préconisations de conception en découlant pourra utilement être émis par le référent prévention sécurité de la Direction Territoriale, le coordonnateur sécurité et prévention de la santé (CSPS), voire le contrôleur technique, s'il est exigé par la réglementation, qui interviendra obligatoirement dès la phase Avant-projet.

Enfin, la sécurité lors de l'exploitation et la maintenance ultérieures doit apparaître clairement au travers des **Dossiers d'Intervention Ulérieure sur Ouvrage (DIUO)**, sur lesquels la maîtrise d'ouvrage doit être particulièrement exigeante.

2.7 Maintenance et exploitation

La prise en compte de la maintenance et de l'exploitation dès la conception des ouvrages est un élément garantissant l'optimisation de leurs performances dans la durée. Cette prise en compte, à formaliser notamment dans la démarche qualité, est à développer selon 2 axes :

- **l'association des équipes de maintenance et d'exploitation** dès l'élaboration du programme de l'opération et tout au long des études de conception, jusque la mise en route des installations ;
- **la réalisation des plans de maintenance préventive (PMP) et les gammes opératoires (GO) associées** : ceux-ci doivent être amorcés dès les études de conception pour être finalisés lors de la réception des travaux, en prévoyant la formation nécessaire des équipes de maintenance. Ils peuvent être confiés aux maîtres d'œuvre en mission complémentaire mais devront nécessairement s'appuyer sur les entreprises en charge des travaux.

2.8 Enjeux environnementaux et économies d'énergie

Les questions environnementales doivent faire partie des données de programmation et de conception des projets au même titre que les autres éléments fonctionnels, techniques, financiers, etc. Le projet doit prendre en compte l'environnement comme un élément de la faisabilité, y compris au point de remettre en cause la nature du projet, sa localisation, voire son opportunité. Cette phase d'analyse des enjeux est essentielle et préalable à toutes les autres actions. On cherchera à éviter les impacts environnementaux des projets, puis à les réduire au minimum et en dernier lieu, si besoin, à compenser les impacts résiduels après évitement et réduction. C'est en ce sens que l'on parle de « séquence éviter, réduire, compenser ».

Il sera également nécessaire de prévoir le suivi adapté des mesures identifiées et les éventuels coûts associés.

Les études environnementales et l'élaboration des dossiers réglementaires relèvent de bureaux d'études spécialisés. La responsabilité de la maîtrise d'ouvrage est cependant importante dans la validation de ces études et dossiers qui doit porter en particulier sur :

- la prise en compte des impacts et l'interaction avec le projet technique ;
- l'exhaustivité des sujets à traiter dans les dossiers ;
- la concertation avec les acteurs de l'environnement : services de l'Etat, collectivités locales, associations environnementales,...
- les montants financiers à allouer à la mise en œuvre et au suivi des mesures de réduction et de compensation des impacts ;
- la lisibilité des dossiers par le grand public.

Les projets devront, à chaque étape de leur élaboration, intégrer une réflexion sur les critères d'économies d'énergie à la fois sur la conception des ouvrages, leur exploitation et maintenance.

Cette réflexion doit s'appliquer sur les conditions d'usage, de maintenance, d'exploitation, les équipements de service à l'utilisateur mais également sur les phases de travaux (approvisionnement et travaux).

En fonction de leur objet, les projets pourront faire l'objet d'une évaluation de l'impact en terme de consommations énergétiques et d'émissions directes et indirectes de Gaz à Effet de Serre et présentera les mesures prises pour éviter, réduire ou compenser cet impact».

2.9 Contrôle technique des opérations

Les ouvrages soumis à contrôle technique obligatoire (Etablissements recevant du public notamment) doivent faire l'objet d'un contrôle technique réalisé par un contrôleur technique agréé conformément à la réglementation.

En dehors des opérations précédentes, un contrôle technique est systématiquement mis en place pour les opérations d'un montant supérieur à 1M€. Il peut être réalisé soit par un prestataire externe, public ou privé, soit en interne selon une organisation précisée dans la démarche qualité. Le recrutement d'un prestataire externe pour les phases de conception et d'études d'exécution est régi par les modalités de l'accord-cadre mis en place, en janvier 2015, pour les missions de contrôle technique des projets de VNF (la phase travaux est en dehors du périmètre de l'accord-cadre).

2.10 Maîtrise des risques

Le retour d'expérience de la pratique du contrôle qualité montre la nécessité de prendre en compte, dès le programme, la maîtrise des risques de l'opération, notamment les risques géotechniques (à ce titre, un guide de maîtrise des risques géotechniques des projets de VNF est en cours d'élaboration).

L'enjeu est d'anticiper les risques, d'en évaluer les potentielles conséquences sur le projet et proposer des solutions ou dispositions alternatives permettant de réduire ou de supprimer les risques identifiés.

Définition du « risque d'un projet » : tout évènement dont l'apparition n'est pas certaine et dont l'effet est susceptible d'affecter les objectifs du projet, dans ses périodes d'étude, de construction, d'exploitation ou de démantèlement (Germa + ISO guide 73 : 2009).

L'analyse des risques, qui doit être réévaluée à chaque étape du projet, doit permettre d'anticiper et d'évaluer les contraintes ou aléas potentiellement impactant sur la réussite de l'élaboration ou de la mise en œuvre du projet, avec des conséquences sur le coût, le délai ou la qualité de l'opération.

Le processus opérationnel comprend les trois phases suivantes :

1 - L'appréciation des risques

- Identification des risques : recenser l'ensemble des facteurs ou évènements susceptibles d'interférer dans le déroulement du projet ou d'impacter ses objectifs ;
- Analyse des risques : évaluer les causes et conséquences d'un évènement ayant un impact sur les objectifs ;
- Evaluation des risques : permettre aux décideurs de déterminer les risques à prendre en compte et de définir les modalités de traitement correspondantes.

2 – Le traitement des risques

- Décider des actions à mettre en place ;
- Formaliser le processus correspondant ;
- Mettre en œuvre les solutions.

3 – Les mesures de surveillance et de suivi des risques

- Procéder à l'actualisation de l'identification des risques à l'avancement du projet et réitérer le processus opérationnel le cas échéant.

L'analyse des risques du projet devra être conduite et organisée selon les axes suivants :

- Conception ;
- Travaux ;
- Exploitation maintenance.

Chaque axe sera évalué sur les différents facteurs de risque (selon la méthodologie du projet GERMA) suivants :

Facteurs de risques externes : économiques et financiers ; naturels et environnementaux ; cadre réglementaire ; prise en compte des usagers directs (navigants) ou indirects (riverains), les relations avec les parties prenantes (collectivités, tissu productif local, associations de riverains, associations environnementales, les fédérations ou associations locales telles que les fédérations de pêche, de loisirs nautiques...), autres.

Facteurs de risques internes : définition du projet ; financement ; ressources matérielles et humaines ; organisationnelle ; contrats et marchés ; contrôles ; association des services (développement, exploitation maintenance...)

Facteurs de risques liés à l'organisation : gouvernance interne, externe, démarche qualité et/ou plan de management de projet, modalités de concertation et consultation.

3. LES DIFFERENTES PHASES DES OPERATIONS ET LES ELEMENTS A FOURNIR AU MAITRE D'OUVRAGE

Les différentes phases indiquées ci-dessous sont en conformité avec les exigences décrites dans :

- la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique, dite Loi MOP ;
- le décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- l'arrêté du 21 décembre 1993 (NOR: EQUU9301426A) précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé (Notamment annexe III). Cet arrêté explicite notamment le contenu des différentes phases exposées ci-après.

Les éléments à produire sont **impératifs** dans le cas d'une validation par le directeur général de Voies navigables de France. Dans le cas d'une approbation en direction territoriale, ces éléments sont vivement recommandés. Les déclinaisons territoriales de la présente circulaire qualité peuvent toutefois en adapter la liste.

	DPC	PG	EP/DIA	AVP	PRO	Bilan
Rapport de présentation	X	X	X	X	X	
Fiche analyse des risques de l'opération		X	X	X	X	
Démarche qualité (dont planning)		X	X	X	X	X
Dossiers réglementaires (études d'impact notamment)				X		
Avis de Contrôle Technique			X	X	X	
Avis Coordonnateur Sécurité et Prévention de la santé (CSPS)			(1)	X	X	
Avis des équipes en charge de la maintenance ultérieure		X	X	X	X	
Etudes spécifiques (géotechnique, hydraulique, ...)	(1)	(1)	X	X	X	
Etudes socio-économiques (opérations de développement)	(1)	(1)	X	X	X	
Etudes de coût global (opérations hors développement)			X	X	X	
Bilan de la concertation		X	X	X		X
Bilan d'opération		X	X	X		X

(1) Si disponible

Synthèse des éléments attendus par phase d'opération

3.1 : Dossier de Prise en Considération (DPC)

La prise en considération de l'opération permet d'exposer, après quelques études très sommaires (collecte d'informations déjà existantes en particulier), le problème rencontré ou le besoin général à satisfaire, les incidences à court, moyen et, si cela est pertinent, long terme sur l'environnement immédiat et les abords du projet. Cette phase d'études n'a pas besoin d'un niveau de précision fin mais doit garantir un bon niveau de fiabilité. Elle consiste en la réalisation d'un **dossier de prise en considération (DPC)** de quelques pages. Elle permet au Maître d'Ouvrage, éclairé par l'exposé des principaux enjeux actuels et prospectifs notamment en termes de transport, de valider les grandes lignes du besoin et d'ouvrir des crédits pour réaliser les études préalables et de maîtrise d'œuvre.

La stratégie générale d'intervention du Maître d'ouvrage est indiquée, en abordant notamment les thèmes suivants : concours financiers envisageables, organisation générale de la maîtrise d'ouvrage, planning global prévisionnel, type de contractualisation envisagée : maîtrise d'œuvre classique loi MOP, conception-réalisation, partenariat public-privé,...

L'approbation d'une étude d'itinéraire vaut prise en considération des opérations visées dans le scénario retenu. De même, les dossiers déposés dans le cadre des demandes de financements européens seront réputés « pris en considération ».

Un cadre de Dossier de Prise en Considération est disponible sur l'Intranet de VNF. Pour les opérations les plus simples, la fiche d'opération peut faire office de dossier de prise en considération.

Les autorisations d'engagement permettant la réalisation des études sont délivrées sur la base du dossier de prise en considération validé.

3.2 : Programme de l'opération (PG)

Le maître d'ouvrage exprime au sein du programme les besoins, exigences et contraintes de l'opération et en intégrant les résultats des études préalables : études paysagères, études de transport, études hydrauliques, études environnementales, recherches patrimoniales, études de circulation, études géotechniques,...

De plus, l'article 2 de la loi MOP précise que les exigences portent sur la qualité sociale, urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage, et de protection de l'environnement. Il pourra donc être nécessaire que des professionnels extérieurs participent à la détection des enjeux.

Le programme d'opération est à distinguer du programme des études qui seront confiées au maître d'œuvre et qui font l'objet du cahier des charges du marché de maîtrise d'œuvre.

Par ailleurs, un programme d'opération donne prioritairement des fonctionnalités et/ou des performances recherchées par le maître d'ouvrage. Toutefois, des solutions techniques peuvent être préconisées dans la mesure où elles s'imposent dans des perspectives, par exemple, de standardisation ou d'optimisation de la maintenance.

Des cadres types de programme sont disponibles sur l'Intranet de VNF.

Le programme, élément fondamental de la responsabilité du maître d'ouvrage, fera l'objet d'un examen particulièrement attentif.

3.3 : Etudes préliminaires (EP) ou de Diagnostic (DIA)

Les études préliminaires (dans le cas d'une opération de construction neuve ou de reconstruction), ou de diagnostic (DIA) dans le cas d'une opération de réutilisation ou de réhabilitation apportent des réponses aux besoins, exigences et contraintes exprimés dans le programme.

Cette phase permet d'étudier les différentes solutions techniques, environnementales et économiques répondant au programme, de les comparer, et de proposer au maître d'ouvrage la meilleure solution à retenir.

Il est rappelé que le maître d'ouvrage ne doit pas se substituer au maître d'œuvre dans la définition de la solution technique. Il est donc vivement recommandé, lorsque cela s'avère pertinent, de demander à la maîtrise d'œuvre d'étudier différentes solutions techniques en sus de la solution apparaissant éventuellement comme naturelle aux yeux du maître d'ouvrage.

La validation des études préliminaires ou de diagnostic permet, sur la base des analyses multicritères qu'elles contiennent, d'arrêter le parti pris technique qui sera effectivement mis en œuvre.

3.4 : Avant-projet (AVP)

Cette étape doit permettre de confirmer l'opportunité et la faisabilité technique, fonctionnelle, économique et budgétaire de l'opération. Fondées sur la solution retenue et le programme précisé à l'issue des études préliminaires, les études d'AVP approuvées permettent le lancement des procédures administratives réglementaires (loi sur l'eau, DUP, ...).

C'est à l'issue de cette étape que sont arrêtés le **coût d'objectif des travaux**, sur lequel le maître d'œuvre s'engage, et le **coût d'objectif d'opération**.

Lorsqu'une opération est soumise à étude d'impact et/ou à enquête publique, des observations peuvent être émises d'abord par l'Autorité Environnementale (l'AE/CGEDD pour VNF) puis lors de l'enquête publique. **Si ces remarques remettent en cause en profondeur les dispositions prévues, cela peut conduire à modifier l'Avant-projet. Le dossier ainsi modifié nécessite alors une validation par la Maîtrise d'Ouvrage.**

L'ordonnance du 03/08/2016 et le décret du 11/08/2016, relatives à l'évaluation environnementale et à la réforme de l'enquête publique, précisent par ailleurs le contexte réglementaire, les catégories de projets soumis à étude d'impact ou à la procédure cas par cas, les modalités de saisine de l'AE-CGEDD et de suivi de la prise en compte des avis rendus par l'autorité environnementale.

Les autorisations d'engagement permettant la réalisation des travaux sont délivrées sur la base du coût d'opération arrêté et de l'avant-projet validé.

3.5 : Projet (PRO)

Le projet est fondé sur le programme arrêté avec l'approbation des études d'avant-projet complété des prescriptions découlant des procédures réglementaires.

3.6 : Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)

Sur la base des études de projet, cette mission comporte notamment l'élaboration des dossiers de consultation des entreprises. Lorsque cela est utile, ces dossiers devront comprendre les dispositions propres à garantir le respect des délais de chômage.

3.7 : Travaux (EXE, VISA et DET)

La réalisation des travaux inclut la réalisation des plans d'exécution (EXE), leurs visas (VISA), la Direction de l'exécution des travaux (DET). Les phases critiques de travaux, notamment lors de chômages, peuvent nécessiter une présence permanente de la maîtrise d'œuvre afin notamment de garantir la qualité de l'exécution des travaux et le respect des délais d'exécution.

3.8 : Réception de l'opération (AOR)

L'**assistance** apportée au maître de l'ouvrage lors des **opérations de réception** et pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- d'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- de procéder à l'examen des désordres signalés par le maître de l'ouvrage ;
- de constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à leur exploitation.

Dès la réception des travaux prononcée, il est requis de mettre à jour à la Base de Données Ouvrages (BDO).

3.9 : Bilan d'opération

Initié dès le programme, mis à jour tout au long de l'opération et finalisé à l'issue de l'exécution des travaux de chaque opération, le bilan d'opération comprend :

- un dossier présentant l'opération réalisée, mettant en exergue les réponses apportées aux objectifs de calendriers, de réalisations techniques et financières, d'exploitation, de maintenance, de qualité architecturale, d'intégration paysagère et environnementale;

- un chapitre spécifique sera inséré au bilan de l'opération sur les difficultés et/ou imprévus rencontrés en phase travaux ;
- un bilan financier, qui sera comparé aux estimations préalables et permettra une meilleure estimation des projets à venir.

L'objectif du bilan est de disposer de retours d'expérience partagés avec l'ensemble des services pour améliorer les opérations à venir. Un compte rendu annuel de ces bilans sera établi et diffusé, afin de disposer de retours d'expérience.

Un cadre de bilan d'opération est joint à la circulaire (cf. annexe 4).

4. LA REALISATION, LA VERIFICATION ET L'APPROBATION DES DIFFERENTES PHASES

4.1 : Définition des missions entre la Direction Générale et les représentations locales de VNF

Aux différentes phases d'études correspondent des échelons de responsabilité différents dont les attributions peuvent varier selon la nature de l'opération. Voies navigables de France est, selon l'article L4311-1 du code des transports, chargé d'exploiter, d'entretenir et d'améliorer les voies navigables dont la gestion lui est confiée. Il est donc maître d'ouvrage de tout projet se rapportant à ces missions.

Chaque phase d'étude nécessite :

- une réalisation (R) : soit en interne aux représentations locales, soit externalisée à des prestataires : assistants à maîtrise d'ouvrage, bureaux d'études spécialisés pour des études spécifiques (géomètre, spécialiste en environnement, hydraulicien,...) et maîtres d'œuvre ;
- une vérification (V) : en interne et/ou en externe ;
- une approbation(A) par le maître d'ouvrage, sur la base des dossiers présentés et des vérifications effectuées.

Deux seuils financiers sont à considérer pour le coût d'objectif d'opération: 1M€ et 5M€ TTC.

Les niveaux de réalisation, de vérification et d'approbation sont synthétisés dans les tableaux ci-après.

4.1.1 : Opérations de plus de 5M€ TTC

Coût d'objectif d'opération > 5M€	Représentant local	Directeur Général
Dossier de prise en considération	R, V	A
Programme et démarche qualité	R, V	A
Etudes Préliminaires ou de Diagnostic	R, V	A
Avant-Projet + Dossiers réglementaires	R, V	A
Projet	R, V, A*	A *
Bilan	R, V	I

*: le Directeur Général approuve le PRO si son montant varie de plus de 5%, en plus ou en moins par rapport à l'AVP.

I : le bilan d'opération est transmis pour information au Directeur Général de VNF.

Une programmation des dossiers qui seront soumis à la direction générale de VNF sera établie par chaque Direction territoriale sur une période de 18 mois et mise à jour semestriellement (en janvier et en juillet).

Par ailleurs, le délai maximal visé pour une approbation de dossier par la direction générale est, en règle générale, de deux mois à partir du moment où le dossier est complet. Cependant, ce délai est porté à trois mois pour les dossiers de PGPOD, les dossiers « réputés » relevant d'un « suivi en contrôle intégré » mais non mis en place, et les dossiers qui n'ont pas fait l'objet d'une programmation préalable.

Afin de formaliser le délai d'instruction, un accusé de réception sera systématiquement émis après analyse de complétude du dossier.

Les dossiers de plus de 5 M€ feront par ailleurs l'objet, au moins deux fois par an, lors du comité technique de Vnf (comprenant le directeur général adjoint, les directeurs du siège et les directeurs territoriaux. Cf annexe 6 : composition et fonctionnement du COTEC) d'une revue synthétique permettant de constater l'avancement des projets et de détecter les éventuelles dérives significatives de planning ou de coût d'opération. Cette revue synthétique concerne les projets dont le programme a été validé, jusqu'à la mise en service des travaux correspondants.

4.1.2 : Opérations entre 1M€ et 5M€ TTC

1M€ < Coût d'objectif d'opération < 5M€	Représentant local	Directeur Général
Dossier de prise en considération	R, V, A	I
Programme et démarche qualité	R, V, A	I
Etudes Préliminaires ou de Diagnostic	R, V, A	I
Avant-Projet	R, V, A	I
Projet	R, V, A	I
Bilan	R, V, A	I

I : le Directeur Général de VNF est informé des décisions de maîtrise d'ouvrage et reçoit les décisions d'approbation de dossier avec les rapports des contrôles effectués.

Les modalités de validation et d'approbation au sein de la maîtrise d'ouvrage locale doivent être précisées au sein d'une circulaire locale déclinant les principes de la présente circulaire qualité.

Il est rappelé que les ouvertures d'opérations budgétaires et les mises en place d'autorisations d'engagement (études et travaux) seront soumises à la production des décisions d'approbation prise par la maîtrise d'ouvrage locale.

4.1.3 : Opérations de moins de 1M€ TTC

Coût d'objectif d'opération < 1M€	Représentant local	Directeur Général
Dossier de prise en considération	R, V, A	-
Programme et démarche qualité	R, V, A	-
Etudes Préliminaires ou de Diagnostic	R, V, A	-
Avant-Projet	R, V, A	-
Projet	R, V, A	-
Bilan	R, V, A	-

Les modalités de validation et d'approbation au sein de la maîtrise d'ouvrage locale doivent être précisées au sein d'une circulaire locale déclinant les principes de la présente circulaire qualité.

4.2 : Dispositions dérogatoires

Les opérations exceptionnelles, expérimentales, spécifiques ou pilotes, quel qu'en soit leur montant, peuvent être soumises à la procédure des opérations d'un montant supérieur à 5 M€ TTC, sur décision du directeur général de VNF. A contrario, pour des opérations dont les études sont peu complexes, le représentant du maître d'ouvrage peut décider, au cas par cas et à titre exceptionnel, le regroupement des phases suivantes :

- Etudes Préliminaires et Avant-projet : dans ce cas, les études des différentes solutions envisageables en réponse au programme seront de niveau avant-projet ;
- Projet et DCE.

La décision correspondante est prise :

- par le Directeur Général pour les opérations d'un montant supérieur à 5M€ TTC ;
- par le Représentant local, avec copie de la décision à la DG de VNF, pour les opérations d'un montant inférieur à 5M€ TTC ; si le montant est supérieur à 1M€, une copie de la décision est transmise à la Direction générale.

Par ailleurs, pour les opérations peu complexes dépassant le seuil de 5M€ du fait d'une massification d'actions similaires, le Directeur Général peut déléguer l'approbation des dossiers au Directeur Territorial. En tout état de cause :

- le DPC, le programme et la démarche qualité restent soumis à l'approbation du Directeur Général ;
- le coût d'objectif d'opération ne doit pas varier de plus de 5% par rapport à celui fixé dans le programme.

4.3 : Projets soumis à approbation ministérielle

Le périmètre des projets soumis à approbation ministérielle est défini par application de l'arrêté du 23 septembre 2014 pris pour application de l'article R.4311-3 du code des transports et relatif aux projets d'investissement.

Sont concernés les projets unitaires de travaux, d'ouvrages ou d'aménagement exécuté par Voies navigables de France consistant en la création d'une infrastructure ou d'un ouvrage nouveau ou la modification substantielle des caractéristiques fonctionnelles ou géométriques nominales d'une infrastructure ou d'un ouvrage existant et dont le coût prévisionnel, au stade de l'avant-projet, excède un montant de 20 M€ HT.

Par ailleurs, l'approbation ministérielle est également requise pour les projets, essentiellement les projets sur les voies à grand gabarit (plus de 1 000 tonnes), nécessitant une dérogation à la circulaire n°76-38 du 1er mars 1976 modifiée par la circulaire 95-85 du 6 novembre 1995.

Ces projets sont soumis à l'autorisation du Ministre en charge des transports, sollicitée - une seule fois et non à chaque phase des études, sur proposition du représentant local, par le siège de VNF selon un modèle figurant en annexe 3 à la présente circulaire.

Dans cette situation, l'approbation d'un dossier (d'études préliminaires ou d'avant-projet selon la typologie de l'opération) est prononcée en deux temps par le représentant de la maîtrise d'ouvrage :

- étape 1 : approbation sous réserve de l'autorisation ministérielle ;
- étape 2 : approbation définitive lorsque l'autorisation ministérielle est accordée, avec prise en compte des remarques éventuelles du Ministère. Si le Ministère remet en cause substantiellement l'opération, l'approbation n'est pas confirmée et les études doivent être reprises.

4.4 : Cas particuliers

4.4.1 : Opérations d'un montant supérieur à 5M€ et faisant l'objet de procédures spécifiques

4.4.1.1 : Concours de maîtrise d'œuvre

La décision de recourir à cette procédure pour les opérations d'un montant supérieur à 5M€ est prise par le Directeur Général. La proposition du jury sera soumise à l'avis préalable du Directeur Général de VNF, avant la désignation du lauréat par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Sauf exception, la Direction Générale sera représentée au jury du concours en tant qu'agent du pouvoir adjudicateur

4.4.1.2 : Conception réalisation

La décision de recourir à ce montage pour les opérations d'un montant supérieur à 5M€ est prise par le Directeur Général de VNF. Celui-ci approuve le programme et la démarche qualité, l'avant-projet et le bilan de l'opération. L'approbation de l'avant-projet par le Directeur Général doit nécessairement intervenir avant l'attribution du marché de conception-réalisation.

Il est rappelé, à toutes fins utiles, que le recours à la conception réalisation doit être une solution de dernier recours, lorsque l'opération ne peut être conduite autrement qu'en associant le concepteur à l'entreprise de travaux en charge du chantier.

4.4.2 : Cas des opérations susceptibles de concerner la navigation et dont la maîtrise d'ouvrage n'est pas assurée par VNF :

Des maîtres d'ouvrages publics, autres que VNF, ou privés, peuvent réaliser des ouvrages concernant la navigation. C'est le cas, par exemple, de nouveaux ponts franchissant une voie d'eau, avec des culées sur le Domaine public fluvial, voire une pile dans le cours d'eau.

Outres les autorisations domaniales éventuelles, toute opération sous maîtrise d'ouvrage autre que VNF et touchant le rectangle de navigation doit recevoir un accord formel par le représentant de VNF. Cet accord est donné par le directeur Général de VNF pour toutes les opérations d'un montant supérieur à 5M€ TTC et par le représentant local pour les autres opérations.

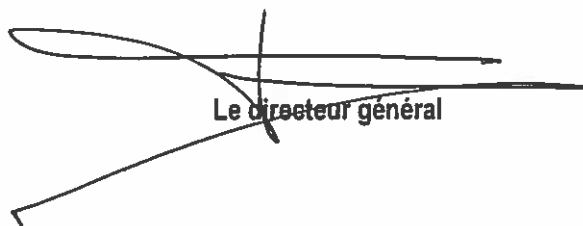
Cet accord doit intervenir dans la mesure du possible dès le Programme, et en tout état de cause au plus tard lors de la validation de l'Avant-projet par le maître d'ouvrage.

Le rectangle de navigation à considérer est celui correspondant à la circulaire 76-38 du 01/03/1976 modifiée par la circulaire 95-85 du 06/11/1995, en tenant compte des besoins éventuels de développement du trafic à moyen et long terme.

* * *

La présente circulaire entre immédiatement en application pour tout nouveau projet d'investissement qui sera instruit suivant la procédure arrêtée.

En cas d'urgence suite à un accident grave sur le réseau, le directeur général peut décider, sur proposition du représentant local, de déroger à la présente instruction.



Le directeur général

HISTORIQUE DES VERSIONS

Dates	Version	Version – Principales évolutions
02/05/2005	V1	Version initiale
24/12/2007	V2	Introduction du DPC, du contrôle technique obligatoire, et modification de la validation de la phase projet (PRO)
15/06/2011	V3	Consultation des bénéficiaires, aspects socio-économiques et coût global, mise en place des AE études et travaux
01/08/2012	V4	Prise en compte de l'audit de la circulaire du 24/12/07 de la mission Audit Développement des facteurs clefs de la qualité d'une opération (§2) Introduction d'une revue des projets les plus importants Prise en compte de l'avis de l'AE/CGEDD Traitement du cas des maîtrises d'ouvrage autres que VNF
11/09/2012	V5	Prise en compte des remarques du Comité Exécutif (COMEX) du 03/09/2012, et des observations écrites de la DIRBS, DIRNE et DR Nord Pas de Calais
03/2017	V6	Prise en compte des propositions d'évolution, approuvées par la direction générale et les directeurs et directrices territoriaux en Comité Technique de VnF(COTEC) du 08/03/2016, notamment : - les modalités d'approbation ministérielle des projets ou de la modification des seuils financiers dans le cadre des avis émis par le Commissariat Général à l'Investissement (CGI) - les modalités d'application spécifique pour les Plans de Gestion Pluriannuels des Opérations de Dragage (PGPOD) ; - la création du Comité Technique de VnF ; - les modalités d'application résultant du retour d'expérience de l'instruction des dossiers. Prise en compte de la recommandation de l'audit sur la clôture des opérations avec ajout de la mise à jour de la Base de Données Ouvrages. Prise en compte de la nouvelle réglementation sur les marchés publics.

ANNEXES

Annexe 1 : Rappel succinct des spécificités de VNF en matière de commande publique

Annexe 2 : Rapport de présentation type intégrant la démarche de suivi et contrôle qualité

Annexe 3 : Trame de dossier de demande de dérogation à la circulaire 76-38 du 1er mars 1976 modifiée

Annexe 4 : Trame de bilan d'opération

Annexe 5 : Instruction PGPOD

Annexe 6 : Manuel de Maîtrise d'ouvrage VnF

ANNEXE 1 - RAPPEL SUCCINCT DES ETAPES DE LA CHAÎNE DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DES PROCEDURES DE REALISATION, DE VERIFICATION ET DE VALIDATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION, ET DE LA MISE EN CONCURRENCE

Documents de la consultation, mise en concurrence, marché : la réalisation, la vérification et la validation des documents de la consultation, et le lancement du marché doivent se faire dans l'objectif de respecter, en toutes circonstances, le droit et les principes de la commande publique : transparence des procédures, libre accès à la commande publique, égalité de traitement des candidats, efficacité des deniers publics. Pour ce faire, il est nécessaire que l'ensemble des intervenants s'appuie, en permanence, sur la base documentaire existante, sur la cellule « commande publique » locale et, en cas de difficulté, sur la division des marchés publics (DMP) du siège chargée d'apporter conseil, assistance et expertise aux Directions territoriales. De même, il est nécessaire que les gestionnaires des marchés aient une connaissance suffisante des prix pratiqués sur le marché économique.

La réalisation des documents de la consultation et le lancement du marché se feront selon les étapes suivantes :

1- Définition et évaluation des besoins (c'est le cœur et l'étape la plus cruciale de lancement d'un marché ; cela correspond à la définition et au chiffrage financier des prestations qui seront réalisées par le titulaire du marché, au planning d'exécution, aux pénalités en cas de retard ou d'autres dysfonctionnements, etc.) :

- Nature du marché ;
- Quantité ;
- Forme du prix (unitaire, forfaitaire ou mixte), et montant estimatif total ;
- Définition des seuils ;
- Objet du marché, choix de la procédure et mode de dévolution du marché ;
- Prise en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale (article 30 de l'ordonnance MP) : en tant que critère d'analyse des offres (ex : performance en matière de protection de l'environnement, biodiversité) et/ou comme condition d'exécution du marché (ex : insertion d'une clause sociale) ;
- Critères, sous-critères et éléments d'appréciation de choix des candidatures et de l'offre ;
- Méthodologies d'analyse des critères de choix des candidatures et de l'offre (capacités et moyens, prix, valeur technique, brièveté de délais, critères de développement durable, ...) ;
- Contenu du mémoire technique remis par les candidats ;
- Durée, délais de préparation et d'exécution, planning, pénalités ;
- Prestations supplémentaires éventuelles et variante, le cas échéant ;
- Apprécier l'opportunité de lancer un marché fractionné (accord-cadre à bons de commande ou marchés subséquents avec ou sans montant minimum et/ou maximum, marché alloti techniquement ou géographiquement, marché à tranches, marché reconductible, ...) ;
- Analyse d'opportunité de clauses sociales – consultation du facilitateur de clauses sociales...

2- Rédaction des documents de la consultation (c'est la traduction, en termes technique, administratif et financier des éléments définis lors de l'étape précédente, nécessaire au lancement et à l'attribution du marché) :

- Règlement de consultation ;
- Acte d'engagement et ses annexes ;
- CCAP ;
- CCTP ;
- Bordereau des prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Détail estimatif et, le cas échéant, la simulation financière ;
- Notice de respect de l'environnement (NRE) et les cadres type SOPAE, SOPAQ et/ou SOGED ;
- Croquis, plans, ...

Ces documents sont bien entendu à adapter s'il s'agit de MAPA.

3- Mise en concurrence (c'est la phase de prise de connaissance des documents de la consultation par les candidats potentiels, et de formulation et de remise des offres) :

- Choix des publications en fonction de la procédure retenue et de l'importance de la mise en concurrence ;

- Rédaction de l'AAPC (celle-ci doit intervenir après la rédaction du RC, du CCAP, du CCTP, et en aucun cas a priori) ;
- Dématérialisation sur la plateforme PLACE et mise en ligne des documents de la consultation et de l'AAPC (Cf. le « Guide pratique de dématérialisation des marchés publics » mis en ligne par la Direction des Affaires Juridiques du MINEFI à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/guides/guide-pratique-dematerialisation-mp.pdf
Ce guide a été complété par le guide d'aide à la passation des marchés publics dématérialisés du Groupe d'études des marchés « Dématérialisation des marchés publics » publié le 29 janvier 2016 à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/oeap/gem/aide-passation-mp-demat/aide-passation-mp-demat.pdf
- Répondre aux questions posées, le cas échéant, par les candidats.

4- Attribution et notification du marché (c'est le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse en fonction des critères annoncés et suivant l'analyse des offres) :

- Ouvrir les plis selon les modalités de l'instruction du 17 juillet 2009 (en cours d'actualisation) ;
- Analyser les candidatures et les offres selon les critères et les méthodologies d'analyse annoncées ;
- Eliminer les offres inappropriées, irrégulières, inacceptables ou anormalement basses (dans cette dernière hypothèse, le candidat en question doit impérativement être interrogé a priori) ;
- Poser, le cas échéant, des questions aux candidats sur la teneur de leur offre ;
- Réunir la commission d'appel d'offres en jury le cas échéant pour les marchés de maîtrise d'œuvre (concours, hors concours et marchés de conception-réalisation - instruction du 7 août 2009 complétée par une note du 25 août 2011) ;
- Rédiger le rapport d'analyse des offres et le rapport de présentation du marché, ainsi que la décision du pouvoir adjudicateur d'attribuer le marché ;
- Respecter toutes les étapes de la fin du processus d'attribution (demander à l'attributaire pressenti ses attestations fiscales et sociales, transmettre les courriers de rejet aux candidats non-retenus, respecter le délai de stand-still, rédiger et faire signer par l'attributaire pressenti, le cas échéant, la mise au point du marché, faire signer le marché par le représentant du pouvoir adjudicateur, transmettre le dossier à la Division des Marchés Publics (DMP) s'il relève de la procédure de visa du contrôleur général) ;
- Inscrire, le cas échéant et selon les seuils précisés ultérieurement, le marché à l'ordre du jour de la commission consultative des marchés de VNF et à celui du conseil d'administration de l'établissement ;
- Notifier le marché avec, le cas échéant, la mise au point.

La vérification des documents et leur validation se dérouleront selon les étapes et les modalités prévues dans la chaîne de commande publique propre à chaque service, en s'appuyant notamment sur la cellule « commande publique » dans chaque direction territoriale.

La réalisation, la vérification et la validation de toutes les étapes requièrent la consultation permanente des documents suivants :

Documents de la consultation :

- Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics ;
- Guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics (édition du 26 septembre 2014) ;
- CCAG Travaux approuvé par l'arrêté du 3 mars 2014 modifiant l'arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux) ;
- Manuel d'application des marchés publics de VNF (Guide réalisé par la DMP, en cours d'actualisation) ;
- Instructions émanant de la direction générale de VNF ;
- Guide d'harmonisation de clauses techniques relatif aux documents à fournir par le titulaire concernant le management de la qualité et le respect de l'environnement – DAJ.
- Autres notes disponibles sur l'intranet de VNF et/ou sur le site du ministère de tutelle.

Mise en concurrence

- Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics ;
- Guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics (édition du 26 septembre 2014) ;

- Note intitulée « Comment utiliser les formulaires européens » émanant de la Direction des Affaires juridiques du MINEFI (disponible à l'adresse suivante) : http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/fiches-techniques/preparation-procedure/utiliser-formulaires-europeens.pdf)
- Jurisprudence analysée par la DMP (disponible sur Intranet) ;
- Instructions émanant de la direction générale de VNF ;
- Autres notes disponibles notamment sur l'intranet de VNF et/ou sur le site du ministère de tutelle.

Les écueils les plus répandus à éviter sont les suivants :

- Insuffisance ou carence de la définition préalable des besoins ;
- Contradictions entre les documents de la consultation et l'AAPC ou entre les différentes pièces des documents de la consultation ;
- Absence des mentions obligatoires dans les AAPC ;
- Mauvaise composition du jury de maîtrise d'œuvre ;
- Respect partiel des méthodologies d'analyses des offres ;
- Disparités, discordances ou contradictions entre les appréciations et les notes attribuées aux différentes offres.

Il est rappelé que :

- les seuils de visa du contrôleur général économique et financier se trouvent indiqués dans sa note en date du 21 septembre 2015 jointe à l'instruction datée du 1er octobre 2015 ;
- les seuils de passage du marché à la commission consultative des marchés de VNF sont de 6 M€ HT pour les marchés de travaux et de fournitures ; de 300K€ HT pour les marchés de maîtrise d'œuvre ; de 500K€ HT pour les marchés de services autres que maîtrise d'œuvre (délibération et règlement de la commission consultative des marchés publics de VNF du 23/02/2017) ;
- le seuil de passage du marché au Conseil d'administration de l'établissement est de 25 M€ HT (Délibération du CA du 25 février 2009) ;
- pour les marchés d'un montant supérieur à 25 M€ HT, le dossier est soumis dans un premier temps à l'avis de la commission consultative des marchés de VNF et ensuite à l'approbation du Conseil d'administration de l'établissement ;
- l'article 21-I-1° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics traitant des « opérations de travaux » est susceptible d'offrir certaines possibilités qui assouplissent et facilitent considérablement l'attribution des marchés, lorsqu'ils sont allotés (obligation posée par l'article 32 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics), et notamment la possibilité de faire passer des « *petits lots* » d'un montant inférieur à 1M€ HT en MAPA mais sous certaines conditions (article 22 du décret marchés publics précité) ;
- concernant les préoccupations de développement durable, dans la mesure où elles doivent être obligatoirement prises en compte dans la définition du besoin, il est impératif d'introduire dans les marchés des critères de développement durable, en application des articles 30 de l'ordonnance MP et 62 du décret MP. Ces mesures sont précisées au point 16 du Guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics (édition du 26 septembre 2014). A défaut, vous pouvez prévoir une clause d'insertion sociale comme condition d'exécution ;
- concernant l'intégration des clauses sociales, les marchés de travaux et de services supérieurs à 130 000€HT doivent être systématiquement transmis à l'expertise et à l'avis du facilitateur de clauses sociales (instruction VNF du 9 octobre 2013).

Précisions concernant la notion d'opération et la notion d'ouvrage selon le Guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics (édition du 26 septembre 2014) :

« 8.1.1. La notion d'opération de travaux

La notion d'opération de travaux revêt une importance particulière pour le calcul des seuils.

Un marché de travaux, au sens du code, est un marché conclu avec des entrepreneurs qui a pour objet soit l'exécution, soit conjointement la conception et l'exécution d'un ouvrage ou de travaux de bâtiment ou de génie civil répondant à des besoins précisés par le pouvoir adjudicateur, qui en exerce la maîtrise d'ouvrage(art. 1^{er}-III).

L'opération de travaux ne peut être scindée en fonction de l'objet des travaux, des procédés techniques utilisés ou de leur financement, lorsqu'ils sont exécutés dans une même période de temps et sur une zone géographique donnée.

Constitue, ainsi, une seule et même opération, les travaux suivants : des marchés conclus presque simultanément entre les mêmes parties et ayant le même objet, des marchés conclus simultanément pour la réalisation de trottoirs en quatre endroits différents d'une même commune; des travaux d'étanchéité de peinture effectués par le même syndicat pour la réfection et le fonctionnement de deux châteaux d'eau à des dates rapprochées. »

« 8.1.2. La notion d'ouvrage

Le code des marchés publics définit la notion d'ouvrage, conformément au droit communautaire, comme désignant le résultat d'un ensemble de travaux de bâtiment ou de génie civil destiné à remplir, par lui-même, une fonction économique ou technique (art. 1^{er}-III). Il en résulte que peuvent constituer un ouvrage des travaux réalisés par plusieurs pouvoirs adjudicateurs.

Ainsi, l'ouvrage est le résultat obtenu à l'achèvement des travaux de construction, de restructuration ou de réhabilitation d'un immeuble ou encore de travaux de génie civil. »

ANNEXE 2 - RAPPORT DE PRESENTATION TYPE - INTEGRANT LA DEMARCHE DE SUIVI ET CONTROLE QUALITE

NB : ce rapport-type est un cadre à adapter en fonction de chaque opération et des particularités locales. Le rapport de présentation doit être le plus synthétique possible. Son objectif est d'assurer le maître d'ouvrage que ses besoins ont bien été pris en compte, ainsi que ses exigences et les contraintes qui s'imposent à lui, et que les contrôles nécessaires ont été effectués.

Voies Navigables de France

Direction territoriale de

xxxxxxxxxxxxxxxx

xxxxxxxxxxxxx

Chef de Subdivision

xxxxxxxxxxxxx

Ingénieur d'Arrondissement

xxxxxxxxxxxxx

Directeur xxxxxxxxxx V.N.F

(ville) , le (date)

Intitulé de l'opération

dossier présenté

(Programme, Etudes Préliminaires, Diagnostic, Avant-Projet)

RAPPORT DE PRESENTATION ET D'APPROBATION

En introduction, décrire brièvement l'objet du rapport et les décisions qui sont proposées au Maître d'ouvrage (MO) : approbation du programme, d'études préliminaires, de diagnostic, de l'AVP, ...

1-OBJET DE L'OPERATION :

Rappeler succinctement l'objet de l'opération, ses objectifs, le contexte et les principaux enjeux, les besoins, dans quel cadre cette opération est réalisée (CPER, restauration, ...)

2- ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE :

Rappeler succinctement la lettre de mission du MO au représentant du MO l'organisation pour conduire la mission, le rôle défini aux principaux acteurs, la mise en place d'un éventuel comité de pilotage, d'un comité technique, les Assistants à Maître d'Ouvrage extérieurs,...

3- ORGANISATION DE LA MAITRISE D'ŒUVRE :

Indiquer qui est maître d'œuvre, et en cas de prestataires extérieurs, quelles sont sommairement les missions confiées (avec indication du montant des missions). Ce point est « sans objet » en phase programme

4- RAPPEL DES PHASES APPROUVEES ANTERIEUREMENT :

4.1- Rappel général :

Rappeler les phases approuvées antérieurement par le Maître d'ouvrage au moyen du tableau ci-après :

Etapes	Dates d'approbation par le MO	Cout d'objectif d'opération (TTC)	Mois d'établissement de l'estimation
Etudes préalables			
Programme			
Etudes Préliminaires (EP) ou de Diagnostic DIA)			
Avant-Projet (AVP)			

4.2- Rappel des décisions de la phase précédente à celle du dossier présenté :

Rappeler les principales conclusions actées dans la phase précédente : réserves éventuelles, recommandations, questions,...

5- PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER :

Décrire en 1 ou 2 pages maximum l'essentiel du contenu du dossier (sans refaire la notice explicative)

6- ESTIMATION GLOBALE DE L'OPERATION ET FINANCEMENT :

Indiquer le montant global de l'opération, en décomposant les travaux, études, ...et divers.

Préciser ce qui a déjà été payé et ce qu'il resterait à financer

Préciser les programmes budgétaires, numéros d'opération,...

Préciser les co-financeurs

7- JUSTIFICATION DU CONTROLE QUALITE DU DOSSIER PRESENTE :

Rappeler dans cette présentation les principaux contrôles mis en œuvre pour garantir la qualité sur les aspects suivants :

7.1- technique (génie civil et géotechnique, hydraulique, mécanique, électricité,...)

7.2- juridique et réglementaire

7.3- architectural et paysager

7.4- environnemental et développement durable

7.5- sécurité (en phase chantier et lors de l'exploitation)

7.6- exploitation maintenance

7.7- socio-économie

7.8- autre le cas échéant

Préciser qui a fait le contrôle, les principales remarques émises, et comment elles ont été prises en compte (joindre en annexe les courriers, notes, compte-rendus, courriels, ... justificatifs).

NB : ces contrôles peuvent avoir été effectués soit en interne (le préciser), soit en faisant appel à des prestataires externes.

En phase Etudes Préliminaires ou de diagnostic et Avant-Projet, préciser si le dossier est conforme au programme ou en quoi il nécessite sa modification.

8- CONCLUSION :

Préciser ce qui est proposé au maître d'ouvrage (en général : approbation de dossier, financement, et commande de la phase suivante, et le cas échéant, modifications à apporter au programme).

Présenté par (nom et qualité)

A,.....le

Validé par (nom et qualité)

A,.....le

Validé par le responsable de l'exploitation et de la maintenance (nom et qualité)

A,.....le

Validé par le Directeur territorial de VNF (nom et qualité)

A,.....le

Le Directeur Général de VNF, représentant du Maître d'Ouvrage (nom et qualité)

Approuve le dossier présenté :

- Sans réserve
- Avec les remarques ci-après à lever en phase suivante :
- Avec les réserves suivantes qui doivent faire l'objet d'un dossier complémentaire :

N'approuve pas le dossier présenté

A Béthune, le

ANNEXE 3 - TRAME DE DOSSIER DE DEMANDE DE DEROGATION A LA CIRCULAIRE 76-38 DU 1ER MARS 1976 MODIFIEE

NB : le dossier de demande de dérogation devra être synthétique -10 pages maximum- et renvoyer à des annexes (tableaux et cartes des hauteurs des ponts et des largeurs sous-ouvrage, étude socio-économique...) qui peuvent être des pièces du dossier d'avant-projet.

1. OBJET DU DOSSIER (DEROGATION DEMANDEE)

2. JUSTIFICATION DE LA PROBLEMATIQUE ET EXPRESSION DU BESOIN (DEMANDE DE TRAFIC)

2.1. Le trafic de projet

- Perspectives de développement
- Justification économique - Demande ou perspectives de trafic - Continuité liaison commerciale - Expression du besoin et potentialité

2.2. Définition et justification du bateau de projet et caractérisation de la flotte existante (proposer les résultats des enquêtes et les calculs en annexe)

3. ETAT DES LIEUX (OFFRE ACTUELLE D'INFRASTRUCTURE)

3.1. Contexte administratif

1. Réglementation (classe de la voie au sens de la circulaire), règlement particulier de police (gabarit autorisé)
2. Conventions internationales (Moselle, Rhin, Lys...)
3. Engagements pris pour le CPER

3.2. Caractéristiques géométriques du réseau conditionnant la réalisation de l'objectif

- Ecluses
- Courbes
- Ponts

3.3. Situation hydraulique de référence (Calcul de la LER notamment)

3.4. Points durs de la voie (retour d'expérience de la batellerie : difficultés de navigation rencontrées, points difficiles, souhaits)

4. SCENARIO D'AMENAGEMENT ET DEROGATION DEMANDEE

4.1. Scénarios envisagés (dont le scénario non dérogoire)

4.2. Faisabilité technico-financière des scénarios

- Caractère irréalisable d'un aménagement respectant la circulaire
- Contraintes techniques et économiques (ouvrages très empruntés, en mauvais état, classés, difficulté technique de l'intervention ...)

4.3. Choix du scénario (comparaison technico-économique)

4.4. Caractéristiques de la dérogation demandée

Aspects dérogoires et points sur lesquels la dérogation est sollicitée

- Hauteur libre
- Pied de pilote
- Largeur du rectangle de navigation
- Largeur du chemin
- Hauteur libre sur chemin
- Nombre de passes navigables – largeur des passes

5. MESURES COMPENSATOIRES POUR GARANTIR LE SECURITE ET PERMETTRE LE DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT MALGRE LES SINGULARITES DU RESEAU

5.1. Signalisation, alternats et autres restrictions de navigation, systèmes d'aide à la navigation

5.2. Aménagements spécifiques (zones de stationnement pour alternat par ex.)

5.3. Adaptation de l'exploitation et de l'entretien de la voie

Entretien des fonds et des berges

Gestion du plan d'eau

Ce chapitre doit s'appuyer sur une étude simplifiée des risques et des mesures pour les réduire.

ANNEXE 4 - TRAME DE BILAN D'OPERATION

Un cadre de bilan d'opération est disponible sur l'intranet VNF.

La trame est la suivante :

Identification de l'opération

- Contexte et objectifs de l'opération
 - o Localisation
 - o Objectifs
 - o Périmètre des travaux et objet
- Organisation générale

Réponse aux objectifs

- Performance de l'ouvrage par rapport aux principaux besoins du Maître d'ouvrage
 - o Besoin principal
 - o Besoins liés à l'exploitation
 - o Besoins liés à la maintenance
 - o Besoins liés à la gestion hydraulique
- Insertion de l'ouvrage dans son contexte
 - o Intégration paysagère et architecturale
 - o Maîtrise de l'impact environnemental
 - o Prise en compte d'autres projets connexes
- Options techniques
 - o Grandes lignes des options choisies
 - o Aspects innovants et points remarquables
 - o Difficultés rencontrées

Coûts

- Evolution des estimations financières des travaux
- Coûts réels ventilés par poste
- Synthèse et commentaires

Délais

- Plannings des principales phases
 - o Planning prévisionnel de niveau programme
 - o Planning réel de l'opération
 - o Procédures
- Synthèses et commentaires
 - o Gains de temps réalisés ou envisageables
 - o Retards

Organisation

- Organisation financière de la Maîtrise d'ouvrage
- Organisation mise en place par la Maîtrise d'ouvrage
- Rapports entre la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre – évaluation des prestataires
- Evaluation des entreprises

Conclusion

ANNEXE 5 – INSTRUCTION DES PLANS DE GESTION PLURIANNUELS DES OPERATIONS DE DRAGAGE

Les dossiers PGPOD diffèrent en effet des dossiers « classiques » relevant de la circulaire qualité. Les modalités d'instruction sont définies par cette annexe.

L'analyse est effectuée au niveau AVP (cf. §2.1 contenu de la démarche qualité) étant donné que cette phase sert de support aux études réglementaires.

Les pièces constitutives du dossier PGPOD sont :

- le rapport de présentation et d'approbation. Les éléments doivent permettre d'explicitier et de justifier le besoin, le coût global et le coût des travaux envisagés. Il comprend un échéancier prévisionnel des dépenses qui prendront en compte les travaux liés aux dragages et à la gestion des sédiments ;
- la démarche qualité mise en place par le MOA ;
- le planning de l'opération ;
- le bilan de la concertation (interne et externe) ;
- le dossier technique comprenant notamment les objectifs de mouillages, les volumes dragués, la qualité des sédiments et l'étude d'impact qui doit être transmis à l'avis de l'AE.

ANNEXE 6 – COMITE TECHNIQUE DE VNF

Rôle et fonctionnement du Cotec (tel que prévu initialement en juin 2015) :

1. En premier lieu et de façon prioritaire, concernant les projets :

- d'assurer un balayage / revue de projets sur la base du tableau de suivi des principales opérations établi et mis à jour par la DIEE ;
- d'établir un avis sur la qualité des principaux projets d'investissement portés par l'établissement sur la base de l'instruction sur la qualité des projets.

Ces revues de projets et avis ont vocation à vérifier :

- la maîtrise et respect de la qualité technique du programme à la réalisation, incluant les éléments ayant trait à l'évaluation socio-économique et environnementale ;
- la maîtrise et respect des coûts ;
- la maîtrise et respect des délais.

Le périmètre d'intervention est globalement celui correspondant à un avis du DG (soit principalement les opérations ou programmes de plus de 5 M€).

Le comité pourra néanmoins être sollicité à la demande de la Direction Générale, d'une DT, de la DIEE ou de toute autre direction concernée pour toute autre opération dans la mesure où les échéanciers et ordres du jour le permettent.

2. En second lieu et en fonction du retour d'expérience du comité et des processus concernés :

- de partager et vérifier la programmation globale de l'investissement et sa cohérence en termes de priorisation ;
- en particulier à l'été et l'automne de l'année N pour le budget de l'année N+1 et suivantes sur la base de la proposition établie par la DIEE.

Dans la programmation pluriannuelle des études et travaux (en lien avec le suivi des projets ci-dessus)

- de contribuer à l'analyse de risques sur les ouvrages et à la définition des politiques d'investissement en conséquence, en tenant compte des dispositifs et comités techniques en charge du sujet ;
- de recommander les thématiques prioritaires à étudier ou approfondir par la DIEE (ou d'autres directions) en matière de politique technique (exemple : recours aux drones), de politique d'achats (marchés, accords-cadres ou procédures nationales) et de programme d'actions sur la maîtrise d'ouvrage (formations, outils ...).

Rôle et fonctionnement du Cotec (Compléments cf. note du 23 février 2017) :

- débat sur les sujets stratégiques en termes de priorité des investissements, de gestion des moyens de fonctionnement ou de priorités dans la modernisation du réseau ;
- opportunité, priorité et stratégie pour la maîtrise d'ouvrage.

ANNEXE 7 – MANUEL MAITRISE D'OUVRAGE DE VNF

Disponible sur l'intranet VNF